



Infomat

N° 11-002-XIF au catalogue (English 11-002-XIE) ISSN 1209-0875

Revue hebdomadaire

Le vendredi 10 mai 2002

VOIR AUSSI

◆ Les dépenses de construction non résidentielle à un niveau record

Les entreprises et l'administration publique ont dépensé un montant inégalé de 7,2 milliards de dollars en construction non résidentielle au cours des trois premiers mois de l'année, en hausse de 0,7 % par rapport au quatrième trimestre de 2001 et de 3,4 % par rapport au premier trimestre de 2001. La majeure partie de cet investissement a été consacrée à des projets commerciaux.

◆ Le patrimoine national atteint un sommet

Le patrimoine national s'est chiffré à un record de 3,7 billions de dollars en 2001. Le secteur immobilier résidentiel est la composante qui a progressé le plus, en raison de l'augmentation des investissements dans le logement, du coût de construction et d'un effervescent marché de la revente. Quant à la valeur nette nationale, elle s'est accrue de 4,8 %, atteignant un sommet de 3,5 billions de dollars, soit 112 800 \$ par habitant.

◆ La demande de logements neufs baisse légèrement

La demande phénoménale de logements neufs au Canada n'a baissé que légèrement en mars, la valeur des permis de construction résidentielle continuant de grimper. Celle-ci s'est chiffrée à 2,4 milliards de dollars, en baisse de 1,2 % par rapport à février, où l'on avait enregistré un record mensuel sans précédent.

◆ Le moment de la maternité influencerait grandement sur les salaires

Le moment de la maternité semblerait avoir un effet important sur les salaires des Canadiennes. Les femmes qui ont retardé le moment de leur maternité ont gagné au moins 6 % de plus en 1998 que celles qui ont eu leurs enfants tôt.

Plus de fabricants prévoient une hausse de la production au deuxième trimestre

D'après l'Enquête trimestrielle sur les perspectives du monde des affaires, qui a été réalisée en avril, un quart des fabricants envisagent d'augmenter la production au cours du printemps, contre 18 % en janvier.

Les fabricants des secteurs du matériel de transport, des métaux de première transformation et des produits du bois étaient plus optimistes quant aux perspectives de production pour le deuxième

(suite à la page 2)

Perspectives des fabricants et situation dans les branches d'activité manufacturières

Données désaisonnalisées

	Avril 2001	Juillet 2001	Octobre 2001	Janvier 2002	Avril 2002
% de fabricants ayant déclaré					
Volume de la production au cours des trois prochains mois					
Semblable à celui des trois mois précédents	59	55	57	52	56
À la hausse	14	17	10	18	25
À la baisse	27	28	33	30	19
Niveau des nouvelles commandes					
Semblable à celui des trois mois précédents	54	52	52	50	57
À la hausse	12	7	5	14	27
À la baisse	34	41	43	36	16
Niveau actuel des commandes en carnet					
Quasi normal	55	54	50	65	68
Supérieur à la normale	6	6	4	6	13
Inférieur à la normale	39	40	46	29	19
Niveau actuel des stocks de produits finis					
Quasi normal	74	70	78	66	82
Trop bas	5	2	2	4	4
Trop élevé	21	28	20	30	14
Emploi au cours des trois prochains mois					
Semblable à celui des trois mois précédents	72	72	67	71	76
À la hausse	9	11	9	10	11
À la baisse	19	17	24	19	13



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Plus de fabricants... (suite de la page 1)

trimestre. En outre, la proportion de fabricants qui s'attendaient à réduire la production au cours des trois prochains mois a baissé, passant de 30 % en janvier à 19 % en avril.

Les fabricants ont aussi déclaré qu'ils étaient plus satisfaits des niveaux actuels des nouvelles commandes et des commandes en carnet. La proportion de fabricants ayant déclaré que le niveau de commandes reçues était inférieur à la normale se fixait à 16 % en avril, alors qu'elle était de 36 % trois mois plus tôt. Cette amélioration est principalement due aux fabricants des secteurs du matériel de transport, des métaux de première transformation et des produits du bois.

En outre, après avoir été aux prises avec des stocks trop volumineux pendant des mois, les fabricants ont déclaré être beaucoup moins inquiets au sujet des stocks de produits finis. En avril, 82 % des fabricants ont indiqué que le niveau actuel des stocks de produits finis était à peu près adéquat, en hausse par rapport aux 66 % enregistrés en janvier. Cette amélioration est principalement attribuable aux fabricants des secteurs du matériel de transport et des métaux de première transformation.

Selon l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières effectuée en février, les fabricants ont continué de réduire les stocks de produits finis, dont la valeur à la fin du mois s'est établie à 19,2 milliards de dollars, en baisse par rapport au sommet de 20,2 milliards de dollars atteint en juin 2001.

En avril, 27 % des fabricants ont déclaré que les commandes reçues étaient en hausse. Ce taux est de 13 points de pourcentage supérieur à celui de janvier et est cinq fois plus élevé que la proportion observée en octobre 2001.

La proportion de fabricants ayant déclaré que le niveau actuel des commandes en carnet était plus élevé que la normale s'est accrue de 7 points de pourcentage en avril pour s'établir à 13 %. Quelque 19 % des fabricants ont indiqué que le niveau était inférieur à la normale, ce qui représente une grande amélioration par rapport à octobre 2001, où 46 % des fabricants étaient de cet avis.

Les perspectives d'emploi semblent aussi plus stables dans le secteur manufacturier. En effet, quelque 87 % des fabricants ont déclaré que leurs effectifs changeraient peu ou qu'ils augmenteraient au cours du printemps. D'après l'Enquête sur la population active, près de 100 000 emplois ont été créés dans le secteur manufacturier de janvier à mars 2002, ce qui a presque annulé les 111 000 pertes enregistrées en 2001.

Moins de fabricants ont dit rencontrer des obstacles à la production, mais la proportion de ceux ayant fait état d'une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée a augmenté de deux points de pourcentage pour se chiffrer à 6 %.

Pour des renseignements généraux, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (courriel : manufact@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Claude Robillard au (613) 951-3507 (courriel : robileg@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Enquête nationale sur la santé de la population

Les données du quatrième cycle (2000-2001) de la composante des ménages de l'Enquête sur la santé de la population (ENSP) viennent de paraître. L'ENSP est une enquête longitudinale qui a débuté en 1994-1995 et dont les cycles de collecte sont biennaux. Les données recueillies dans le cadre de cette enquête portent sur l'état de santé, les déterminants, les résultats et les caractéristiques sociodémographiques de la population canadienne des ménages.

Le panel de la composante des ménages de l'ENSP comprend 17 276 répondants répartis dans dix provinces. Il est conçu de façon à fournir des données provinciales et nationales sur une vaste série de déterminants de la santé, de facteurs de risque et de résultats, tels que la consommation d'alcool, le tabagisme, les conditions chroniques, l'utilisation des services de soins de santé, l'auto-évaluation de l'état de santé, la taille, le poids, l'activité physique, la limitation des activités et le stress, entre autres.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Mario Bédard au (613) 951-8933 (courriel : mario.bedard@statcan.ca), Division de la statistique de la santé.

Les dépenses de construction non résidentielle à un niveau record

Les entreprises et les gouvernements ont dépensé un montant inégalé de 7,2 milliards de dollars en construction de bâtiments non résidentiels au cours des trois premiers mois de l'année, en hausse de 0,7 % par rapport au quatrième trimestre de 2001 et de 3,4 % par rapport au premier trimestre de 2001.

La majeure partie de cet investissement a été consacrée à des projets commerciaux, où les entreprises ont dépensé 3,8 milliards de dollars au premier trimestre. Ces dépenses sont toutefois en baisse de 3,3 % par rapport au quatrième trimestre de 2001.

L'investissement en projets de construction institutionnelle du secteur gouvernemental a atteint un nouveau sommet de 2,1 milliards de dollars au premier trimestre, en hausse de 8,7 %. Ce record a été alimenté par une croissance marquée aux troisième et quatrième trimestres de 2001. Toutes les catégories de bâtiments institutionnels ont contribué à cette hausse, surtout les investissements dans le domaine hospitalier.

C'est l'Ontario qui a contribué le plus (en termes de dollars) à atteindre ce résultat, le secteur gouvernemental y ayant enregistré une hausse de 12,5 %. Cette province a été suivie du Québec (+10,9 %), de l'Alberta (+10,4 %) et de la Colombie-Britannique (+6,8 %). L'Ontario a aussi connu une croissance continue depuis le premier trimestre de 1999. Cette progression résulte de l'investissement soutenu dans les établissements hospitaliers et éducatifs.

L'investissement en Ontario a représenté 39 % du total trimestriel, contre 23 % au Québec et 14 % en Alberta. Le Québec est la province qui a progressé le plus (en termes de dollars), notamment la région métropolitaine de recensement de Montréal. Les dépenses d'investissement n'ont baissé qu'en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve-et-Labrador, en Colombie-Britannique et au Nunavut.

L'investissement total dans le secteur des entreprises, qui comprend les projets de construction de bâtiments industriels et commerciaux, a diminué de 2,2 % au premier trimestre de 2002 par rapport au quatrième trimestre de 2001.

Après avoir enregistré un niveau record de presque 4,2 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2001, l'investissement du secteur commercial n'a pu maintenir ce rythme. Durant les trois trimestres suivants, l'investissement commercial a baissé de 8,7 %. Cette baisse reflète les indicateurs des entreprises.

Aussi, l'augmentation du taux d'inoccupation des immeubles à bureaux dans diverses régions a influé sur la décision d'investir dans la construction d'immeubles à bureaux. De plus, la demande des entreprises pour des services professionnels est restée pratiquement inchangée en janvier. Par ailleurs, la quatrième hausse consécutive du commerce de détail en janvier pourrait avoir un effet positif sur les futurs investissements en bâtiments commerciaux.

L'investissement dans le secteur industriel a affiché la quatrième hausse trimestrielle consécutive, progressant de 14,2 % après s'être fixé au niveau le plus bas connu récemment et correspondant à

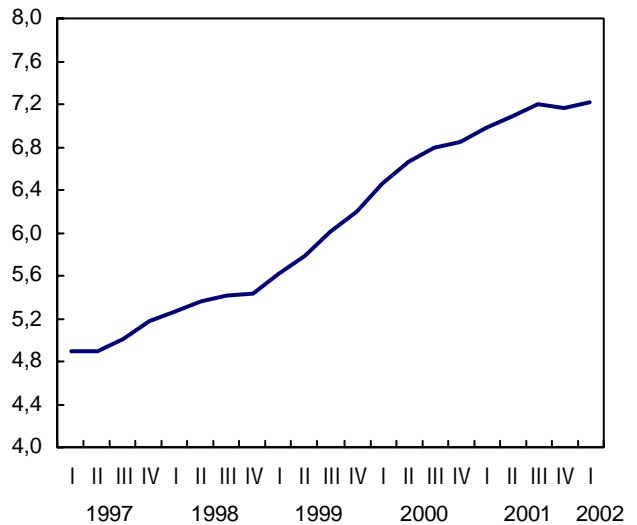
Note aux lecteurs

Cette première analyse de l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels est principalement fondée sur l'Enquête sur les permis de construction, menée auprès des municipalités et qui sert à recueillir des données sur les intentions de construction. Cet investissement ne comprend pas les travaux de génie.

Des données supplémentaires provenant de l'Enquête sur les investissements publics et privés sont utilisées pour élaborer les chiffres en question. Les données de l'investissement en construction non résidentielles tiennent aussi compte des valeurs repères des Comptes nationaux de revenus et dépenses.

L'investissement dans la construction non résidentielle

Milliards de dollars, données désaisonnalisées



moins de 1,2 milliard de dollars au premier trimestre de 2001. L'investissement dans ce secteur a atteint 1,3 milliard de dollars au premier trimestre de 2002, soit le plus haut niveau depuis 1997.

La baisse de la production et la chute des bénéfices des sociétés se sont traduites par la stabilisation des investissements au premier trimestre. En effet, les entreprises ont fonctionné à 80,3 % de leur capacité au quatrième trimestre de 2001, soit la sixième baisse trimestrielle d'affilée.

Pour obtenir des données, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (courriel : burejoa@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Valérie Gaudreault au (613) 951-1165 (courriel : gaudval@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Le patrimoine national atteint un sommet

Le patrimoine national — la somme des biens des particuliers, des sociétés et de l'administration publique au Canada — a atteint un sommet de 3,7 billions de dollars en 2001. Toutefois, cette croissance a été plus faible qu'en 2000, traduisant le ralentissement de l'activité économique à l'échelle nationale.

Le patrimoine national a augmenté de 4,6 % au cours de l'année écoulée, contre 5,3 % en 2000. Le secteur immobilier résidentiel est la composante qui a progressé le plus en raison de l'augmentation des investissements dans le logement, du coût de construction et d'un effervescent marché de la revente.

Même en soustrayant la dette nette extérieure de 203,4 milliards de dollars, la valeur nette nationale se chiffre encore à 3,5 billions de dollars, en hausse de 4,8 % par rapport à 2000. Cela représente un record inégalé de 112 800 \$ par habitant, contre 108 700 \$ l'année précédente.

Le taux de croissance de la valeur nette nationale a chuté par rapport à 2000, où il était de 7,1 %, et ce, en raison de progressions plus lentes du patrimoine national et en raison du plafonnement de l'endettement net étranger après deux ans de forte baisse. Néanmoins, ce dernier a continué à se replier par rapport au patrimoine national.

La valeur nette des ménages a crû de 3,7 %, soit à un rythme moins rapide qu'en 2000. La baisse de l'épargne personnelle a été compensée par la hausse de la valeur des actifs des ménages. En effet, la progression des actifs non financiers a surpassé celle des actifs financiers, en raison surtout des biens immobiliers et de consommation durable.

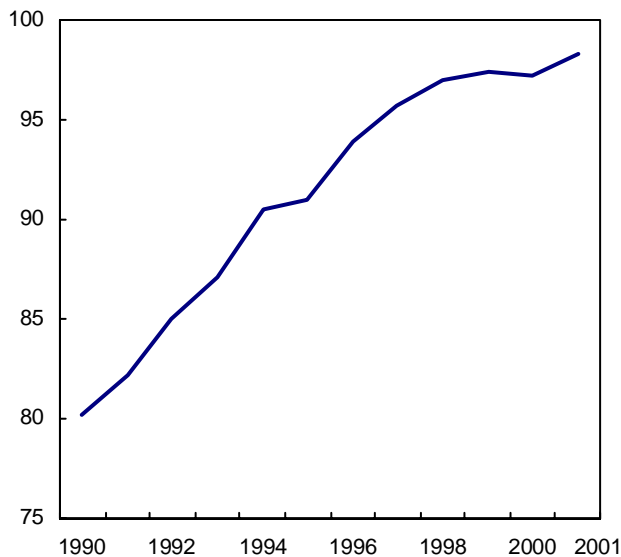
La croissance des revenus des Canadiens a ralenti l'an dernier, mais ceux-ci ont emprunté davantage. Par conséquent, le ratio du crédit à la consommation et de la dette hypothécaire au revenu personnel disponible a atteint un nouveau sommet de 98,3 %. Autrement dit, pour chaque dollar qu'ils ont gagné, les Canadiens ont accumulé près de 1 \$ en dette. L'emprunt élevé des ménages a été partiellement compensé par la baisse des taux d'intérêt. Néanmoins, les versements d'intérêt ont augmenté par rapport aux revenus en 2001, malgré la baisse de ces coûts au quatrième trimestre.

La dette du marché du crédit (effets à court terme, emprunts, hypothèques et obligations) a crû à un rythme plus élevé qu'en 2000. La baisse des taux d'intérêt a stimulé les dépenses et les emprunts dans certains secteurs, notamment résidentiel. La baisse de l'excédent de l'administration publique a aussi joué un rôle. La croissance de la dette a été touchée par la hausse de la valeur des emprunts libellés en monnaie étrangère, reflétant la forte dévaluation du dollar canadien par rapport à la devise américaine au cours de la deuxième moitié de l'année.

Malgré un recul des bénéfiques, les entreprises ont continué à restructurer leurs bilans. Pour la deuxième année d'affilée et la sixième fois en neuf ans, les sociétés ont été des fournisseurs nets de fonds à l'économie, ce qui contraste avec leur rôle plus classique d'emprunteurs nets. Concernant les sociétés privées non financières, le ratio d'endettement a poursuivi son repli sur une longue période en 2001, quoique à un rythme moins rapide.

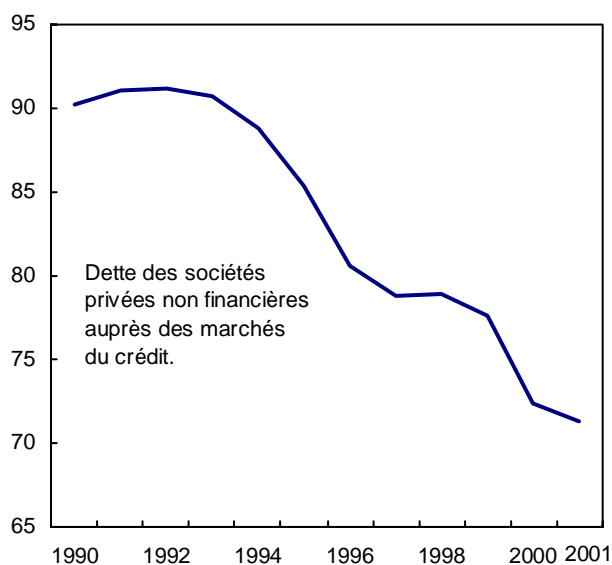
Dette des ménages

En % du revenu personnel disponible



Dette des sociétés

En % de l'avoir



Malgré la baisse de l'excédent global du secteur public en 2001, la dette nette de l'administration publique a continué de régresser, reculant par rapport au produit intérieur brut, et ce, pour la sixième année d'affilée.

Les Comptes du bilan national (papier : 13-214-PPB, 50 \$) sont actuellement en vente. La version sur disquette (13-214-XDB, 60 \$) est aussi en vente. Pour en savoir plus, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3810. Pour des questions analytiques, communiquez avec Patrick O'Hagan au (613) 951-1798 ou avec Charles Wright au (613) 951-9044, Division des comptes des revenus et dépenses.

La demande de logements neufs baisse légèrement

La demande phénoménale de logements neufs au Canada n'a baissé que légèrement en mars, la valeur des permis de construction résidentielle continuant de grimper. Celle-ci s'est chiffrée à 2,4 milliards de dollars, en baisse de 1,2 % par rapport à février, où l'on avait enregistré un record mensuel sans précédent.

Les permis de construction de logements unifamiliaux ont représenté trois quarts du total, c'est-à-dire 1,8 milliard de dollars, en baisse de 0,6 % par rapport à février. Malgré ce léger repli, le niveau des intentions de construction de logements unifamiliaux est demeuré de 34,3 % supérieur à la moyenne mensuelle observée en 2001.

Après avoir atteint un sommet en février, la valeur des permis de construction résidentielle en Alberta a diminué de 9,6 % pour se fixer à 381 millions de dollars, soit la plus forte baisse en dollars absolus à l'échelle provinciale. Au Québec, par contre, elle a atteint son plus haut niveau en 15 ans. Cette province a aussi affiché la plus forte progression, soit 4,8 % (valeur totale de 462 millions de dollars).

Le marché du logement a été effervescent dans tout le pays grâce à la baisse des taux hypothécaires, à la confiance élevée des consommateurs et à la rareté des logements existants sur le marché

Valeur des permis de construction selon la région métropolitaine de recensement

Données désaisonnalisées

	Mars 2002 ^p	Février à mars 2002	Janvier à mars 2002	Janvier-mars 2001 à janvier-mars 2002
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
St. John's	19,2	22,0	50,7	50,7
Halifax	30,1	-24,1	110,3	84,5
Saint John	6,4	0,6	20,6	32,4
Chicoutimi- Jonquière	17,1	185,6	28,5	-44,0
Québec	71,5	33,1	158,7	-9,8
Sherbrooke	18,1	-37,5	62,6	82,3
Trois-Rivières	15,7	203,6	32,6	61,7
Montréal	374,5	7,0	1 202,6	6,3
Hull	31,6	20,0	116,2	7,9
Ottawa	104,6	-20,7	312,8	-32,7
Kingston	7,8	-22,3	32,0	-9,7
Oshawa	47,9	-29,8	152,6	25,3
Toronto	665,0	14,0	2 079,2	-16,1
Hamilton	130,2	9,5	320,9	41,2
St. Catharines-Niagara	102,2	240,9	168,9	92,7
Kitchener	75,8	-28,0	252,3	58,0
London	45,8	-6,3	153,3	5,8
Windsor	60,3	-30,0	188,9	50,5
Sudbury	5,2	34,6	11,0	-12,7
Thunder Bay	26,7	-43,2	79,4	228,1
Winnipeg	34,5	-15,0	116,8	9,3
Regina	7,9	-20,9	34,0	-16,0
Saskatoon	19,1	-60,0	91,0	35,9
Calgary	222,9	4,8	627,6	22,3
Edmonton	135,6	12,9	434,1	43,2
Abbotsford	14,7	-24,0	44,1	-1,6
Vancouver	297,9	6,7	778,6	5,8
Victoria	45,7	-9,5	124,7	34,6

p. Données provisoires.

de la location ou de la revente. Au premier trimestre de 2002, la valeur des permis de construction de logements s'est chiffrée à 7,2 milliards de dollars, en hausse de 30,0 % par rapport au premier trimestre de 2001.

De janvier à mars, les dix provinces ont affiché des hausses supérieures à 10 % dans le secteur de la construction résidentielle par rapport à la même période en 2001. Les plus fortes augmentations (en dollars) ont été enregistrées en Alberta (+56,4 %) et au Québec (+45,7 %).

Par contre, le secteur non résidentiel affichait toujours une tendance à la baisse. Sous l'effet d'une chute importante du nombre de permis de construction industrielle, la valeur des permis de construction non résidentielle a reculé de 2,1 % pour s'établir à 1,3 milliard de dollars en mars, soit son plus bas niveau depuis avril 2000. Après deux fortes hausses mensuelles, la valeur des permis des projets industriels a régressé de 35,7 % pour s'établir à 197 millions de dollars, en raison surtout d'une baisse d'activité dans les services publics et les transports. L'Ontario a accusé le plus net recul (-62,7 %, valeur totale de 73 millions de dollars), après avoir connu une progression fulgurante en février.

Les intentions de construction institutionnelle ont reculé de 6,5 % pour se fixer à 375 millions de dollars. Il s'agit du troisième repli mensuel d'affilée, la chute des projets de construction d'établissements de services sociaux ayant plus que neutralisé la progression dans la construction d'établissements d'enseignement. Ces trois baisses mensuelles succèdent à la vigoureuse performance des six derniers mois de 2001. Les permis de construction commerciale ont représenté une valeur totale de 695 millions de dollars. Cette hausse de 18,4 % tient à une forte progression des permis dans la catégorie des hôtels, des restaurants et des immeubles à bureaux.

À l'échelle provinciale, le Manitoba a enregistré le plus important repli mensuel (-54,3 %, valeur totale de 31 millions de dollars). Toutefois, il convient de relativiser cette baisse puisqu'un permis de construction d'hôpital a été émis en février. L'Alberta a connu la plus forte hausse (+25,5 %, valeur totale de 195 millions de dollars), qui est attribuable à des projets dans la catégorie des hôtels et des restaurants.

La tendance à la baisse qui se poursuit dans le secteur non résidentiel est conforme à certains indicateurs des entreprises, dont le recul du taux d'utilisation de la capacité industrielle et des bénéfices d'exploitation des sociétés en 2001.

Sur les 28 régions métropolitaines de recensement, 16 ont affiché une baisse depuis le début de 2002, la plus importante étant survenue dans la région de Toronto à la suite d'un repli des intentions de construction d'immeubles à bureaux. À l'échelle provinciale, le Manitoba a enregistré la plus forte hausse depuis le début de l'année (+59,1 %, valeur totale de 131 millions de dollars). Le repli le plus marqué est survenu au Québec (-19,5 %, valeur totale de 900 millions de dollars), à la suite de baisses observées à Montréal.

Le numéro de mars 2002 de Permis de bâtir (Internet : 64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) paraîtra bientôt. Pour obtenir des données, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Le moment de la maternité influencerait grandement sur les salaires

Le moment de la maternité semblerait avoir un effet important sur les salaires des Canadiennes, selon une étude basée sur les données de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Les tendances en matière de fécondité semblent indiquer que les jeunes femmes retardent la constitution d'une famille pour se concentrer sur leur cheminement de carrière. En 1996, les femmes avaient en moyenne 27,1 ans à la naissance de leur premier enfant, contre 25,7 ans en 1986.

L'étude a révélé que l'expérience professionnelle des femmes qui ont retardé le moment de leur maternité diffère de celle des femmes qui ont eu des enfants tôt. Par exemple, dans la génération du baby-boom, les mères qui ont retardé le moment de leur maternité ont passé 80 % de leur carrière à travailler à temps plein durant toute l'année, contre 68 % pour celles qui ont eu leurs enfants tôt.

Les femmes qui ont retardé le moment de leur maternité ont gagné au moins 6 % de plus en 1998 que celles qui ont eu leurs enfants tôt, et ce, compte tenu des importantes différences en matière d'expérience professionnelle antérieure et de niveau de scolarité.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cet écart salarial. La croissance du salaire et les chances de promotion sont considérables en début de carrière. Les femmes qui, pour élever leurs enfants, ne profitent pas de cette chance risquent de ne pas pouvoir rattraper les autres.

Les femmes qui retardent le moment de leur maternité se retirent peut-être de la population active au cours d'une période moins critique quant à leur carrière et, par conséquent, peuvent avoir de

meilleurs salaires à long terme. En outre, les femmes sans enfants en début de carrière disposent peut-être d'une plus grande marge de manoeuvre pour ce qui est de la formation, des promotions, des voyages et d'autres facteurs qui influent sur l'avancement professionnel. Celles qui ont des enfants tôt ont peut-être des choix plus limités en raison de la présence de jeunes enfants.

De plus, les femmes qui retardent leur maternité sont peut-être intrinsèquement plus axées sur leur carrière et ont peut-être de meilleurs salaires en début de carrière que celles qui ont eu des enfants tôt. L'avantage salarial des mères ayant retardé leur maternité persiste après la naissance du premier enfant, mais diminue à mesure que les enfants grandissent. Cela traduit peut-être le fait que les mères ayant retardé leur maternité peuvent assumer des rôles familiaux traditionnels susceptibles de limiter leur participation au marché du travail.

Si l'écart salarial entre les mères ayant retardé leur maternité et celles ayant eu leurs enfants tôt peut être observé chez les mères de tout âge, il est plus net chez les jeunes femmes. Cela peut refléter des changements de carrières qui s'offrent aux femmes de différentes générations. Ainsi, de 1971 à 1991, la présence des femmes a augmenté dans les professions à prédominance masculine, comme la gestion et les professions dans le domaine des sciences naturelles, du génie et des mathématiques.

*L'étude intitulée **Mariage, maternité et rémunération : le choix du moment importe-t-il?** (Internet : 11F0019MIF, gratuit) est accessible dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page Nos produits et services, cliquez sur Documents de recherche (gratuits), puis sur Conditions sociales. Pour en savoir plus, communiquez avec René Morissette au (613) 951-3608 (courriel : rene.morissette@statcan.ca), Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail.*

Industrie de l'environnement : secteur des entreprises

Les entreprises qui constituent l'industrie de l'environnement au Canada ont tiré 14,3 milliards de dollars des ventes de produits environnementaux en 2000. Ce montant représente 55 % du total de leurs revenus, tandis que les autres 45 % représentent des revenus provenant d'activités de production non associées directement à l'environnement.

Trois catégories de produits composent le total des revenus liés à l'environnement. Les catégories des services environnementaux et des biens environnementaux constituent respectivement 43 % et 42 % des revenus. Les services de construction liés à l'environnement représentent 15 % des revenus.

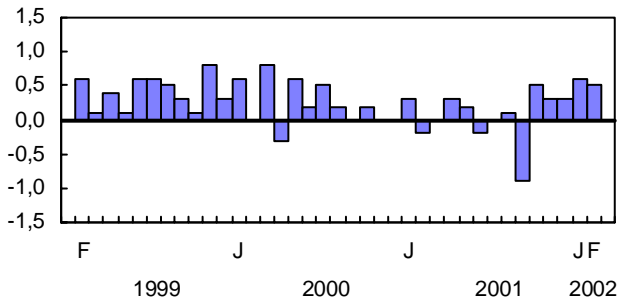
L'industrie de l'environnement est composée de différentes entreprises produisant des biens et des services qui servent (ou peuvent servir) à mesurer, à prévenir, à restreindre ou à corriger les dommages environnementaux causés à l'eau, à l'air et aux sols ainsi que les problèmes relatifs aux déchets, au bruit et aux écosystèmes. Cette industrie produit également les technologies « éco-efficaces » qui permettent de réduire l'utilisation de matériaux, de récupérer des sous-produits utiles et de baisser la consommation d'énergie.

On peut se procurer les données provisoires de l'Enquête sur l'industrie de l'environnement de 2000 sur demande. Pour plus de renseignements, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-0297 (courriel : environ@statcan.ca), Division des comptes et de la statistique de l'environnement.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

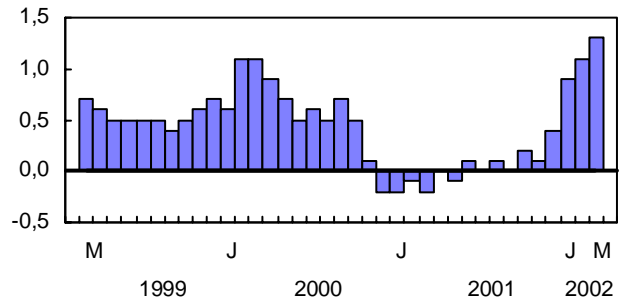
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a progressé de 0,5 % en février, après avoir augmenté de 0,6 % en janvier.

Indice composite

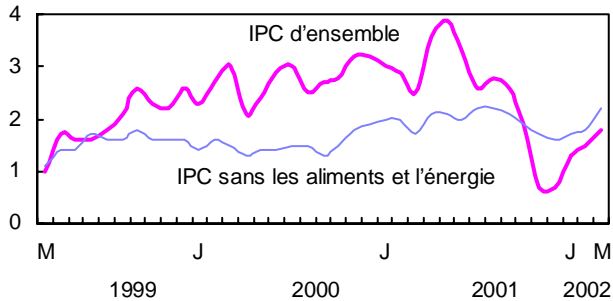
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé a progressé de 1,3 % en mars. La demande des ménages est demeurée un pilier de la croissance, tandis que le secteur manufacturier traînait encore derrière.

Indice des prix à la consommation

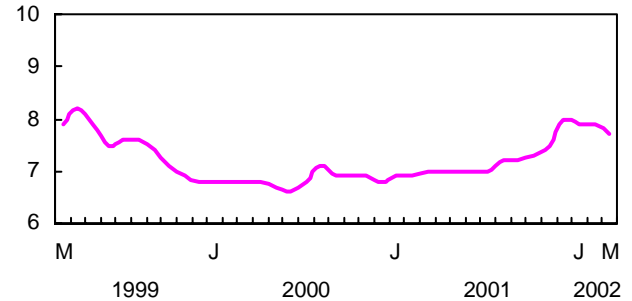
Variation annuelle en %



En mars, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 1,8 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 2,2 %.

Taux de chômage

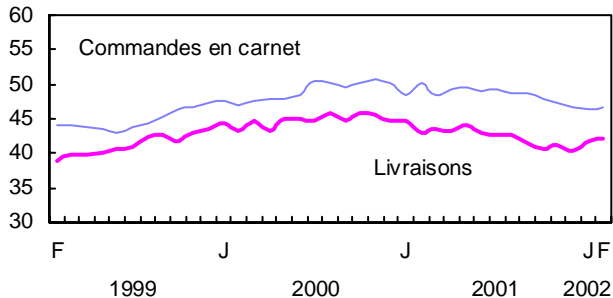
%



En mars, le taux de chômage a baissé de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 7,7 %.

Fabrication

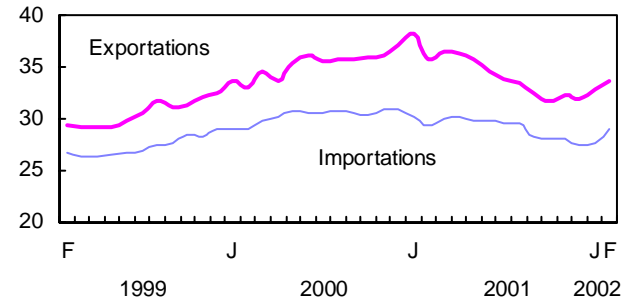
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 0,8 % en février, pour totaliser 42,1 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont progressé de 0,5 % pour se fixer à 46,7 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En février, les exportations ont grimpé de 2,7 % pour se fixer à 33,7 milliards de dollars. Les importations ont augmenté de 5,1 % pour se fixer à 29,1 milliards de dollars.

Note: Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	février	953,1	0,5 %	1,8 %
Indice composite (1992 = 100)	mars	173,0	1,3 %	4,1 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4 ^e trim. de 2001	33,8	-5,6 %	-29,9 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	4 ^e trim. de 2001	80,3	-1,2 †	-4,8 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	février	25,2	-0,1 %	6,9 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	février	146,4	-0,4 %	17,2 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	février	33,8	0,2 %	5,6 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	mars	15,3	0,6 %	1,3 %
Taux de chômage (%)	mars	7,7	-0,2 †	0,7 †
Taux d'activité (%)	mars	66,6	0,2 †	0,5 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	février	674,50	0,33 %	2,12 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	avril*	127	0,2 %	-21,4 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	février	553,5	-1,0 %	12,1 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	février	33,7	2,7 %	-5,9 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	février	29,1	5,1 %	-0,7 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	février	4,5	-0,5	-1,9
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	février	42,1	0,8 %	-1,8 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	février	42,3	2,2 %	-5,3 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	février	46,7	0,5 %	-6,9 %
Ratio des stocks aux livraisons	février	1,47	-0,02	-0,05
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	mars	117,7	0,7 %	1,8 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	mars	107,2	0,6 %	-1,2 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	mars	111,0	5,5 %	-7,0 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	février	108,3	0,7 %	3,2 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

- 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.
- Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat

Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Lahouaria Yssaad, (613) 951-0627, lahouaria.yssaad@statcan.ca.
 Chef de la Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 2 au 8 mai 2002

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Base de données complètes sur les exploitations agricoles, manuel de référence	avril 2002	21F0005GIF	gratuit
Base de données complètes sur les exploitations agricoles, manuel de référence	avril 2002	21F0005GPF	gratuit
Série de rapports sur les grandes cultures : stocks de céréales canadiennes	31 mars 2002	22-002-XIB	11/66
Série de rapports sur les grandes cultures : stocks de céréales canadiennes	31 mars 2002	22-002-XPB	15/88
COMMERCE INTERNATIONAL			
Exportations par marchandise	février 2002	65-004-XMB	37/361
Exportations par marchandise	février 2002	65-004-XPB	78/773
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Ciment	mars 2002	44-001-XIB	5/47
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	mars 2002	41-011-XIB	5/47
Production, transport et distribution d'électricité	2000	57-202-XIB	23
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	mars 2002	46-002-XIB	5/47
Statistiques de l'énergie électrique	février 2002	57-001-XIB	9/85
Statistiques du charbon et du coke	février 2002	45-002-XIB	9/85
MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES			
Produit intérieur brut par industrie	février 2002	15-001-XIF	11/110
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Emploi, gains et durée du travail	février 2002	72-002-XIB	24/240
Travailler intelligemment : le changement technologique influencé par les compétences	1999	71-584-MIF02003	gratuit
STATISTIQUES SUR LA SANTÉ			
Causes de décès	1999	84F0208XPB	20
Naissances	1999	84F0210XPB	20
Indicateurs de la santé	2002	82-221-XIF	gratuit

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez :

(613) 951-7277 ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur :

(613) 951-1584 ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique :

order@statcan.ca

Pour commander sur Internet : Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».